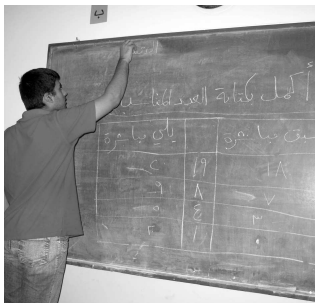
L'analphabétisme, un problème qui s'aggrave en l'absence de programme national

Éducation Le Liban affiche fièrement un taux de scolarisation de 97 %. Mais il omet de mentionner les taux alarmants d'analphabétisme et d'illettrisme. En l'absence de statistiques fiables, les estimations les plus folles circulent.



Apprendre à lire et à écrire à l'âge adulte, un exercice qui nécessite une bonne dose de motivation. *Photos Anne-Marie El-Hage*

Dossier réalisé par Anne-Marie EL-HAGE

« Au moins un quart de la population libanaise est analphabète », assure le père Albert Abi Azar, représentant Alpha, l'Association humaine pour la promotion humaine et l'alphabétisation. De son côté, une source informée qui tient à garder l'anonymat estime que les chiffres moyens oscillent entre 30 et 40 %, mais atteignent 60 % dans certaines régions du pays. Cette même source affirme que dans un village du Akkar, prénommé Denbo, 78 % de la population est analphabète.

Une étude indiquait pourtant, en 2007, que le taux d'analphabétisme était en moyenne de 10 % et qu'il atteignait 40 % au Akkar. Mais ces chiffres ont visiblement ignoré des aspects majeurs du problème, notamment l'illettrisme qui caractérise nombre d'élèves du secteur public, ainsi que le décrochage scolaire qui touche plus du quart des élèves avant la classe de troisième, selon le Conseil supérieur pour l'enfance. Cette enquête s'est de plus basée sur la bonne foi des populations, dont un grand nombre rechigne à avouer qu'il ne sait ni lire ni écrire.

Analphabétisme et illettrisme

La responsable du programme d'alphabétisation auprès de l'Unicef, Abeer Abou Zaki, fait remarquer qu'en l'absence du moindre programme national de lutte contre l'analphabétisme depuis de nombreuses années, le problème ne peut que s'aggraver. Une étude menée conjointement par l'Unicef et l'Administration centrale de la statistique devrait donner des informations plus précises sur la question, dès 2011.

Pour espérer obtenir des statistiques fiables, il est d'abord indispensable de définir l'analphabétisme. Officiellement, un analphabète est une personne qui n'a jamais fréquenté l'école, alors qu'un illettré ne sait toujours pas lire ou écrire, après avoir quitté l'école. « Mais au Liban, la définition n'est pas claire et il est important de redéfinir le concept », note Antoine Zakhia, chef de cabinet et conseiller légal du ministre des Affaires sociales. Il estime que toute personne incapable de comprendre un texte, même si elle parvient à le lire, est actuellement considérée comme analphabète. « Auparavant, seules les personnes incapables de lire et d'écrire étaient ainsi qualifiées », indique-t-il.

De son côté, Albert Abi Azar, également formateur de formateurs et auteur de livres pédagogiques pour adultes analphabètes, ajoute qu'il ne suffit pas de savoir lire et écrire son nom. « Le niveau de lecture et d'écriture de chaque individu doit lui permettre de subvenir à ses besoins quotidiens et de communiquer, autrement dit, de lire une lettre ou un papier de Sécurité sociale, de former une phrase simple en arabe littéraire, de calculer les dates, les heures, les distances. » Dans l'attente d'une définition officielle du concept, nous considérerons donc équivalents les termes analphabétisme et illettrisme, sans aborder cette fois le dossier de l'analphabétisme informatique.

L'enseignement public montré du doigt

Mais pourquoi y a-t-il donc tant d'analphabètes ou d'illettrés au Liban ? Le père Abi Azar note que la situation s'aggrave de jour en jour à l'échelle nationale, ou stagne au mieux, vu l'absence de réformes de l'école publique. « Le niveau de l'école publique est nul, déplore-t-il. Les enseignants sont mal payés et ne se soucient guère de l'éducation des élèves ». « À 12 ans, nombre d'adolescents quittent alors l'école sans avoir jamais appris à lire ni à écrire », constate-t-il, affirmant que le système éducatif libanais produit des analphabètes. Albert Abi Azar observe que pauvreté et analphabétisme vont de pair, car même l'école publique est coûteuse pour les familles pauvres. « Le problème n'est pas une priorité pour l'État qui ne réussit pas à imposer l'enseignement obligatoire. » Le formateur ajoute qu'au Liban, les gens ont très peu besoin de la lecture et de l'écriture dans leur vie quotidienne et encore moins pour trouver du travail. « Ils sont peu motivés, d'autant que le chômage est élevé et qu'une licence ne sert à rien. »

« Le problème réside également dans le passage automatique de classe qui a longtemps été adopté à l'école publique primaire », observe encore Abeer Abou Zaki. « À la fin de la huitième, le taux de décrochage scolaire est très élevé, explique-t-elle, car les élèves ont accumulé les lacunes et sont incapables d'aller plus loin. Au bout de quelques années, ils oublient complètement les quelques notions assimilées et ne savent même plus lire ni écrire. »

À ces réalités s'ajoute le problème des mentalités rétrogrades qui sévit dans les régions éloignées, notamment au Akkar. « Dans cette région agricole où les familles sont encore très nombreuses, l'enfant est considéré comme une source de revenu et une main-d'œuvre potentielle », explique le père Ayoub Nehmé, qui travaille auprès des populations défavorisées au Akkar. Si la majorité des jeunes enfants est aujourd'hui scolarisée, l'absentéisme est fréquent et l'éducation des garçons passe avant celle des filles. « Dans ces sociétés conservatrices, les filles sont souvent confinées à la maison et ne sont pas autorisées à travailler lorsqu'elles atteignent l'âge adulte », ajoute-t-il. « Résultat, les femmes analphabètes sont plus nombreuses. Elles ne prennent conscience de leur handicap que lorsque leurs propres enfants les sollicitent pour leurs leçons et devoirs. » Quant aux hommes analphabètes, ils ont honte d'avouer qu'ils ne savent ni lire ni écrire, mais apprennent à se débrouiller avec les moyens du bord. Tel ce fournisseur d'eau qui met une pierre dans sa poche pour chaque réservoir rempli...

Akkar : lorsque l'instruction n'est pas une priorité

Deux familles des hauteurs du Akkar témoignent. Dans ces villages reculés du pays, fonder une famille et subvenir à ses besoins par l'agriculture, l'élevage ou les petits boulots sont la règle générale. Poursuivre ses études est encore une exception.

Au Akkar, le taux d'analphabétisme est le plus élevé au Liban, 40 % selon certaines estimations, plus de 60 % selon d'autres sources. Rien qu'au village de Denbo, on compte environ 78 % d'analphabètes. Au sein de chaque famille, il est donc courant de rencontrer plusieurs personnes, hommes ou femmes, qui n'ont jamais fréquenté l'école. Il est tout aussi courant de rencontrer des personnes qui ont été scolarisées durant leur petite enfance, mais qui demeurent illettrées, car elles ont oublié les notions apprises. Le taux d'analphabétisme est évidemment plus important chez les femmes, qui, dès leur plus tendre enfance, sont destinées au mariage. Aujourd'hui, dans ces familles nombreuses, composées de 7 à 12 personnes, tous les enfants vont à l'école, filles et garçons. Mais iront-ils au bout de leur scolarité, surtout les filles, que l'on continue de marier trop jeunes ?

Menuisiers, peintres ou tôliers

Dans une modeste maison paysanne de Darhouza, dans le jurd du Akkar, village habité par une seule et même famille de 468 personnes, plusieurs proches sont rassemblés autour de l'aïeule, Hajjé Halloum, qui vient de célébrer ses 122 printemps. Dans ce village comme dans tant d'autres de la région, lire, écrire et compter n'ont jamais été une priorité. L'important, pour les habitants, était de fonder une famille et de subvenir à ses besoins. L'agriculture et l'élevage étant le seul moyen de subsistance.

« De mon temps, seuls les garçons allaient à l'école jusqu'au certificat », se souvient une des filles de Hajjé Halloum, elle-même grand-mère. « Nous, les filles, étions destinées à nous marier. Mon mari n'était pas instruit non plus. Il ne savait pas lire. Nous étions pauvres et nos vaches et moutons étaient notre seul gagne-pain. » La femme raconte que ses enfants fréquentaient l'école publique qui était éloignée. « Il n'y avait pas de routes. Les enfants devaient s'y rendre à pied dans les champs et traverser la rivière. Mon mari leur a construit un petit pont à partir de planches de bois », se rappelle-t-elle. « Les conditions étaient tellement difficiles qu'ils rataient souvent l'école, surtout quand il pleuvait. »

Résultat, les hommes ont tout juste fréquenté l'école primaire, avant d'apprendre des métiers. Ils sont aujourd'hui menuisiers, ferronniers, peintres ou tôliers, dans leur village natal. Certains se sont enrôlés dans l'armée. Amer, le benjamin de la famille, est apprenti menuisier. À 21 ans, il n'a aucun regret. « Je n'ai jamais aimé l'école, dit-il. Les études, ce n'est pas mon fort. Je n'en garde pas grand-chose. Mais je me débrouille dans la vie et ne ressens pas le besoin d'en savoir plus. »

Les filles, elles, ont toutes été mariées. Amina, petite-fille de Hajjé Halloum et mère au foyer, la trentaine, n'a été scolarisée que quelques années. De son apprentissage, il ne lui reste presque rien. « Je peux à peine aider mes plus jeunes enfants dans leurs études, et uniquement en arabe. Cela me frustre, dit-elle. Si j'étais plus instruite, j'aurais pu travailler dans une boutique. Mais j'en suis incapable. » Amina rêve de bénéficier d'une session d'alphabétisation organisée par une ONG locale, mais pour cela, elle devrait se rendre au village voisin. Ce qui serait mal vu. Elle se contente de mettre ses espoirs dans ses enfants. Soucieuse de leur éducation, elle leur a acheté un ordinateur, « pour qu'ils sachent tout faire », explique-t-elle.

Déscolarisée et mariée à 12 ans

Seule exception dans cette famille d'illettrés, Sana', une mère de famille de 28 ans, a atteint la classe de seconde avant de se marier. « Mon mari n'a pas accepté que je poursuive ma scolarité. J'aurais tellement voulu obtenir mon bac. Mais je suis curieuse et ils beaucoup, même en anglais », dit avec satisfaction cette commerçante qui gère sa propre boutique de colifichets et d'articles de maison.

Ce père de famille du jurd du Akkar, analphabète comme son épouse, se qualifie d'aveugle.

À Beit Daoud, une famille est réunie à déjeuner autour d'un plateau. Le père, un agriculteur d'une soixantaine d'années, récemment rentré de La Mecque, offre des dattes aux visiteurs. Analphabète, comme son épouse, il se qualifie « d'aveugle ». « Si je savais lire, j'aurais sûrement mieux fait les choses ». Malgré ses regrets, ce père de 16 enfants, dont trois sont encore à l'école, n'a pourtant pas hésité à retirer une de ses filles de l'école à 12 ans pour la marier. « Elle a eu un parti. Je ne pouvais pas m'y opposer, raconte-t-il. Ici les filles, on les marie tôt. » Les plus jeunes poursuivent leurs études, mais sans grande conviction, risquant le décrochage scolaire. « Ils ont redoublé leurs classes plus d'une fois », observe le père.

Quant à ses fils aînés, certains sont analphabètes, comme lui. « Ceux-là, je les ai vite mariés. J'ai préféré les ranger plutôt que de les voir s'enrôler dans les milices. » D'autres ont été scolarisés et ont tenté en vain des études techniques, jugées trop ardues. « Ils vivotent tous de petits boulots. L'un livre du mazout, l'autre a un bus de ramassage scolaire, le troisième une camionnette. » Un seul de ses fils a obtenu son bac et a fréquenté l'université, sans jamais obtenir de diplôme. « Il s'est enrôlé dans l'armée. Heureusement qu'il a été engagé après son service militaire. Qu'aurait-il fait au village avec un diplôme ? Il aurait été au chômage, comme tous ses camarades diplômés. Car l'État ne s'occupe pas de nous, regrette-t-il. Ici, il n'y a rien à faire. Heureusement que nous avons notre terre. Mais celle-ci ne rapporte plus rien. »

Bientôt une stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme ?

Depuis 2004, la lutte contre l'analphabétisme est reléguée au deuxième plan par les autorités. Ce n'est que récemment que le Comité national de lutte contre l'analphabétisme a été réactivé, sous la présidence du ministre des Affaires sociales, Sélim Sayegh. Il regroupe divers partenaires étatiques et de la société civile. « Cependant, avant la mise en place d'une stratégie nationale, une étude devrait permettre, dès l'année prochaine, de mieux connaître la réalité sur le terrain », explique Antoine Zakhia, chef de cabinet du ministre. Dans l'attente, le ministère a signé en juillet dernier un protocole d'accord avec l'Unesco pour un projet d'alphabétisation étalé sur deux ans destiné aux femmes et filles, grâce à une donation de la coopération italienne. Un projet qui implique également la formation de formateurs qui seront à leur tour chargés de former des enseignants dans les régions.

Certes, l'Unicef avait également mené un programme d'alphabétisation étalé sur six ans, auprès de 700 personnes de 20 villages. « Mais ce programme ayant pris fin, l'Unicef se retire progressivement du terrain depuis 2009. Notre contribution est désormais technique », précise Abeer Abou Zaki, responsable du programme d'alphabétisation auprès de l'organisation.

À l'heure actuelle, à part les petits programmes mis en place par les associations, seuls « dix centres du ministère des Affaires sociales organisent des sessions d'alphabétisation », affirme Neamat Geagea, directrice du programme au sein du ministère. « Mais le réseau devrait se développer aussitôt les nouveaux formateurs prêts », espère-t-elle. Mme Geagea ajoute que le ministère des Affaires sociales œuvre, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, à mettre en place une équivalence entre les sessions d'alphabétisation et les niveaux scolaires. « Il est nécessaire de motiver les bénéficiaires des programmes d'alphabétisation. Vu le manque de continuité et de suivi, ils abandonnent la session en cours de route, déplore-t-elle. Nous tentons de comprendre pourquoi. »

Si je savais lire, j'aurais été moins pauvre

« Si j'avais appris à lire et à écrire, j'aurais été moins pauvre. J'aurais exercé un autre métier ». À 75 ans, Mariam, cuisinière et femme de ménage, fait part de ses regrets. Son manque d'instruction lui fait honte. Au point de refuser de révéler son vrai nom.

Elle vit son analphabétisme comme un handicap, car elle a toujours été incapable d'effectuer des gestes considérés par d'autres comme simples. Téléphoner, signer son nom, voter, lire les prix au supermarché ou gérer son carnet d'épargne sont pour elle mission impossible. Elle n'a d'autre choix que de se faire assister par des proches. Chose qui lui a valu certaines mésaventures dont elle conserve un goût amer. « Un de mes neveux a profité de ma situation pour bénéficier d'une aide alimentaire qui n'était destinée », déplore-t-elle.

À l'épicerie de quartier où elle fait ses emplettes, elle demande le prix de chaque denrée. « Je suis une cliente fidèle. L'épicier m'assiste sans rechigner », raconte-t-elle. Mariam ne met jamais les pieds au supermarché. « Je suis incapable de lire les étiquettes des prix », observe-t-elle.

D'ailleurs, elle ne peut pas faire confiance à n'importe qui. « Je me trompe entre les billets de banque. Je ne distingue pas toujours entre les billets de 10, de 20 et de 100 dollars. Je dois être extrêmement prudente, parce que je risque de me faire avoir », dit-elle.

Pour gérer son compte d'épargne, Mariam comptabilise les petits bâtonnets qu'elle dessine sur un papier. Mais elle demeure dépendante de l'employée de banque qui l'assiste, « toujours la même », précise-t-elle, et d'une nièce en qui elle a une confiance absolue. « J'ai ouvert un compte joint avec ma nièce, explique cette veuve sans enfants. Je ne m'en sortirais pas, sinon. »

Téléphoner est aussi une opération difficile pour Mariam qui n'a pas le téléphone chez elle. « Je ne reconnais pas les chiffres, note-t-elle. Quant aux nouveaux appareils (les téléphones cellulaires), c'est un vrai casse-tête pour moi. Un de mes neveux m'a offert un appareil, mais je ne sais pas l'utiliser correctement. Je me trompe sans cesse. Il a pourtant essayé de m'en expliquer les rudiments. J'ai donc souvent recours à mes voisins pour retrouver et composer un numéro. » Mariam n'arrive pas non plus à comprendre le principe de l'appel en absence et n'est évidemment pas capable d'envoyer des messages. Pour contacter une de ses employeuses, elle a un jour envoyé une dizaine de messages vides, en l'espace de quelques minutes. Les choses sont aussi ardues lorsqu'elle doit entreprendre une formalité, ou aller voter. « Je suis incapable de reconnaître mon nom et je dois toujours être accompagnée d'une personne de confiance », regrette-t-elle.

Scolarisée durant sa petite enfance dans son village natal, Mariam garde un très mauvais souvenir d'une maîtresse qui la battait. « L'école, c'était ma bête noire. Je séchais les cours. Puis à la mort de mon père, on m'a placée chez une famille comme bonne à tout faire. J'ai ainsi élevé mes frères et sœurs qui sont tous plus instruits que moi », se souvient-elle.

Mariam aurait souhaité que ses parents prennent son éducation plus au sérieux. Elle aurait aussi voulu bénéficier d'un programme d'alphabétisation destiné aux adultes. Mais personne n'a jamais frappé à sa porte. Habitante d'un quartier populaire de Beyrouth, elle connaît au moins 6 à 7 personnes dans son cas. « Ce sont des personnes de ma génération ou un peu plus jeunes », dit-elle. « Mais leurs enfants ont tous appris à lire et écrire », se dépêche-t-elle d'ajouter.

Lire et écrire, l'espoir des jeunes analphabètes

Ils ont entre 16 et 22 ans. Ils apprennent à lire et à écrire grâce à des sessions d'alphabétisation organisées pour eux par le Mouvement social à Bourj Hammoud.

Dans une petite salle de classe du siège du Mouvement social à Bourj Hammoud, une formatrice, Iman Ajami, demande à six jeunes de 16 à 22 ans, dont deux Libanais, de raconter en quelques lignes leurs dernières vacances. L'exercice est ardu pour certains, plus aisé pour d'autres. L'écriture est encore hésitante, même pour les plus doués. Parmi ces jeunes analphabètes du quartier, dont deux nouvelles recrues, certains n'ont jamais mis les pieds à l'école, d'autres ont à peine été scolarisés. Trois fois par semaine, ils se retrouvent au siège de l'association à Bourj Hammoud, pour des sessions d'alphabétisation et de calcul. Chacun évolue à son rythme. Il est si difficile pour ces jeunes qui travaillent de jongler entre leurs sessions et leurs obligations professionnelles, voire familiales. Malgré les obstacles, la satisfaction qu'ils tirent de leur apprentissage est palpable. Une satisfaction que traduisent les propos de Mohammad, 17 ans, employé dans une boulangerie : « Depuis que j'apprends à lire, je vis une nouvelle vie. »

À Bourj Hammoud, lors d'une session d'alphabétisation donnée par une formatrice du Mouvement social.

Retirée de l'école à 10 ans pour faire des ménages

Certains comme Salim n'ont jamais été scolarisés. C'est Indien de 20 ans, de mère sri lankaise, abandonné très jeune par son père, attendait seul à la maison le retour de sa mère qui faisait des ménages. « À six ans, j'étais devenu un enfant de la rue », raconte-t-il. Exceptionnellement doué, Salim ne rate aucun cours. « Je ne m'absente que lorsque je suis malade », dit-il dans un arabe parfait. Il lit et écrit désormais correctement l'arabe. Repéré il y a cinq ans par le Mouvement social, il a également suivi des sessions d'informatique et de marketing. « Je me débrouille aussi en anglais », dit-il fièrement. Il faut dire que Salim est fortement encouragé par son employeur, un épicier qui lui apprend le métier, après l'avoir sorti de la rue, et qui l'héberge, avec sa mère. « Salim est aujourd'hui parfaitement capable de suivre une formation professionnelle », estime Imane, sa formatrice. « Notre objectif est qu'il soit capable de s'intégrer dans le monde du travail. »

Les autres participants ont tous fréquenté l'école durant leur enfance. Mais ils n'ont en rien gardé, à part quelques souvenirs parfois douloureux.

À 21 ans, Manal éprouve de grandes difficultés à écrire et déchiffrer les lettres. La jeune Libanaise a pourtant été scolarisée jusqu'à l'âge de 10 ans. « J'ai tout oublié. Ma mère m'a retirée de l'école, car elle avait besoin de mon aide. Nous faisions des ménages », dit-elle, à voix basse. Voilà cinq ans qu'elle fréquente le centre du Mouvement social, mais de manière irrégulière. « Je travaille toute la journée dans un café. Le soir, je suis tellement fatiguée, que je n'ai plus la force de venir au cours. » Manal estime avoir fait beaucoup de progrès, mais pas assez pour pouvoir prendre les commandes de la clientèle. « C'est le chef qui s'en occupe à ma place », avoue-t-elle. Encouragée par sa formatrice, elle espère y arriver bientôt, car elle se sent exploitée par son employeur qui lui paie un salaire modique de 400 000 LL par mois plus 50 dollars de déplacements. « Lorsqu'une personne n'est pas instruite, son employeur abuse de la situation », déplore-t-elle.

Développer la personnalité de l'enfant

Paul n'a que 16 ans. Il ne se rappelle pas vraiment pourquoi il ne sait ni lire ni écrire. Mais de l'école, il ne garde qu'un horrible souvenir. « La maîtresse me tirait les oreilles, elle enfonçait ses ongles dans ma peau. » Après une formation d'aide-cuisinier, et pas encore prêt à se lancer dans le monde professionnel, ce jeune Libanais timide et introverti a ressenti le besoin de réapprendre à lire. Ce n'est donc que récemment qu'il a rejoint la session d'alphabétisation, organisée par le Mouvement social. Iman Ajami précise que dans le cadre de la session d'alphabétisation, elle aide Paul et les autres participants à développer leur personnalité, à avoir confiance en eux-mêmes.

Elles ont honte de leur illettrisme. Leur famille ne les encourage pas à s'instruire, bien au contraire. Mezkine et Takochine, deux sœurs syriennes kurdes de 22 et 21 ans, habitant Bourj Hammoud avec leur famille, doivent rentrer tôt chez elles ce soir, sur ordre de leur mère. Malgré leur ferme volonté de lire et écrire correctement, les deux jeunes femmes n'évoluent que très lentement, car elles se heurtent au refus familial. « Notre mère nous empêche souvent de venir », confie Mezkine. Brodeuse de perles, comme sa mère, la jeune femme doit donner la priorité à son travail. « Mais depuis que je sais lire et écrire, je suis capable de compter les perles et de suivre un schéma », constate-t-elle, avec satisfaction. Quant à sa jeune sœur, Takochine, confinée à la maison pour l'acquitter des tâches ménagères, elle tente à grand-peine de sortir de sa condition en s'instruisant. « Je voudrais tant apprendre le français », dit-elle.

« C'est en recrutant des enfants désocialisés pour des clubs préprofessionnels que le Mouvement social a réalisé la nécessité de mettre en place des sessions d'alphabétisation », explique Gisèle Achkar, responsable du département d'information et de communication auprès du mouvement. Elle ajoute qu'une « approche pédagogique adaptée » permet l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, et du calcul. De même, l'association assure le suivi de ces enfants qui travaillent, mais qui sont exposés à des abus de la part de leur employeur. Seule ombre au tableau, l'absentéisme très fréquent des participants.